

Collectif Résister

S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !



Résister!

#53 - janvier 2018

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Bonne année



Vivement le mois de mai...

Participation

La participation est librement fixée par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 1,00 €

VRAIES NEWS

page 17

VRAIES NEWS

page 36

VRAIES NEWS

pages 68-71

Ça m'a fait quelque chose !

Johnny est mort ! Qu'il ait été aimé par les uns ou moins par les autres, son départ ne m'a pas laissé indifférent. Mon cœur saigne à l'idée que je n'entendrais plus sa voix, ses cris, qui parfois me glaçaient les veines. Jamais je n'oublierai ce samedi 9 décembre 2017. Les yeux embués, je marchais avec précautions sur un sol gelé derrière sa dépouille. Comme si cette froideur de l'hiver signalait de son empreinte le cri déchirant de son dernier souffle.

Comme pour me consoler, en vain, je songeais, je mesurais la chance de l'avoir connu. Johnny aurait pu vivre en Belgique et j'aurais pu ne jamais le connaître. Johnny aurait pu faire le bonheur des Suisses et j'aurais pu ne l'avoir jamais compris. Johnny aurait pu être un Américain d'Amérique et j'aurais pu ne l'avoir jamais aimé.

Comme tout un chacun, Johnny n'a pas toujours été propre, se vautrant non sans plaisir dans la fange de ses écuries successives. Ses multiples relations avec la gent féminine paraissaient n'être que des successions d'épisodes charnels. Plus soucieux de vider sa gamelle que d'assumer ses responsabilités, Johnny délaissait l'éducation de sa progéniture à leurs mères.

Comme c'est souvent le cas, Johnny n'a-t-il pas fait que reproduire ce qu'il a vécu ? Un père géniteur inexistant, une mère rapidement absente. Si tu savais tout le mal qu'on lui a fait à mon Johnny !

« Léon, t'es où ? Viens nous filer un coup de main à pendre Johnny sur l'échelle ! »

C'était la grosse voix de Fernand, mon voisin et ami paysan qui me fit sortir de ma torpeur. Régulièrement je me rends dans sa ferme pour lui filer un coup de main. C'est ainsi que j'avais fait la connaissance de Johnny. C'était son cochon que l'on découpait ce matin-là pour réaliser fromage de tête, rôti, lard, côtelettes et autres cochonnailles. Comme Fernand le clamait de sa voix de stentor : « Dans le Johnny, tout est bon ! »

Un Johnny peut en cacher un autre !

Vous l'ignorez peut-être... ce même jour où nous découpons

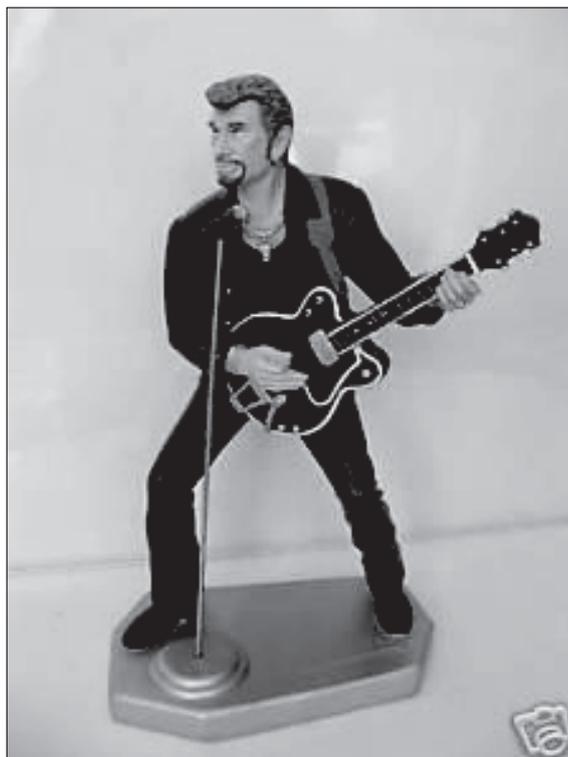
notre cochon, un hommage national était rendu à un autre Johnny... mais si... vous savez, le chanteur engagé... vous connaissez, non ?

Végétarien ou fan de Johnny, pire encore végétarien et fan de Johnny, les quelques lignes sacrilèges et provocatrices qui précèdent n'ont pas dû allumer le feu de votre passion pour poursuivre votre lecture.

Par ce quiproquo de mauvais goût, il ne s'agit pas de remettre en cause les talents artistiques de Monsieur Smet, les qualités d'interprète de Johnny ou la longévité et la popularité d'Hallyday, mais plutôt d'un acte de résistance au délire populo-politico-médiatique qui a submergé le pays ces quelques semaines de décembre 2017. « *Bête de scène, monument, dieu vivant, idole intergénérationnelle, icône divine...* »... les qualificatifs ou plutôt les superlatifs n'ont pas

manqué dans les écrits ou les témoignages du citoyen lambda à celui de « personnalités » du monde artistique ou politique.

Passée cette fièvre populiste ou opportuniste pour ce dieu des dieux, ne convient-il pas de revenir à quelques réalités profanes sur l'événement ? Reconnaissons-le, il s'agissait bien d'un événement ou encore « d'un fait de société », selon France Inter, pour justifier « *le trop c'est trop* » de leurs auditeurs. Pensez donc : un million de manifestants sur les Champs-Élysées ! C'est le même chiffre donné par les organisateurs et par la police. Du jamais vu en France ! Oublié le risque terroriste, négligé



Vigipirate, pardonné l'évadé fiscal ! En tête de la parade : le président de la République, flanqué de deux anciens... y compris un dit de gauche, alors que ce chanteur s'est toujours engagé à droite. Pas rancunière non plus, l'Église catholique avait ouvert ses portes en large pour accueillir la dépouille de celui qu'elle voulait excommunier quelques années plutôt pour l'interprétation de la chanson composée par Philippe Labro : *Jésus Christ est un hippie !* Pas rancunière, la hiérarchie vaticane, mais quand même ! Ni le curé officiant, ni les starisés autorisés à pénétrer dans l'église n'ont poussé la plaisanterie à chanter *Jésus Christ est un*

hippie en lieu et place du requiem ! Ont-ils hésité à préférer au latin, l'adaptation française Souvenirs, souvenirs d'une chanson d'un auteur-compositeur américain, ou encore celle de Requiem pour un fou, écrite et composée par d'autres ?

Contrairement à certains artistes, si l'on peut admettre que Johnny était un remarquable interprète, il n'était qu'un interprète. Les nombreux tubes, les plus « belles » chansons de Johnny ont été composées par d'autres artistes, comme Jean-Jacques Debout, Zazie, Obispo, Calogero, etc. Avez-vous entendu parler une seule fois d'un film du nom d'un acteur qui n'en soit pas le réalisateur... même s'il est remarquable dans l'interprétation du rôle principal ? Le *Carmen* de Bizet est-il attribué à Maria Callas, bien qu'elle en fût sa plus grande virtuose ? Personnellement, je n'ai jamais revendiqué la paternité du mot de Cambronne alors que j'en suis un remarquable interprète !

Revenons à nos moutons... enfin à ces millions de spectateurs et téléspectateurs qui ont suivi la cérémonie d'adieu à Johnny ! Encore une provoc ? De quel droit affubler de « moutons » ce peuple rassemblé et uni pour partager sa peine, sa douleur ? Par trains, par bus et peut-être par avions, ils sont venus à Paris à leur frais et pour certains en cassant le cochon (encore lui !) de leurs maigres économies et en sacrifiant leur peu de temps libre. Pays de liberté, c'était leur droit de se déplacer... à la condition d'avoir leurs papiers et de ne pas être un de ces migrants qui, pour fuir la mort ou la détresse dans son pays, aurait prétexté sa participation aux obsèques pour nous envahir !

Ce qui est le plus troublant, le plus inquiétant, c'est cette masse populaire comme hypnotisée par un seul mort en opposition à cette même masse populaire insensible à se mobiliser pour des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, morts noyés en Méditerranée ou gelés dans les Alpes ! Cette masse populaire qui refuse de se mobiliser pour s'opposer à la destruction massive et progressive de ses acquis sociaux et du simple droit du et au travail ! Cette masse populaire qui se résigne à l'explosion des inégalités

sociales sans le moindre mouvement populaire de masse ! Nous savons tous, par les reportages quotidiens que des hommes, des femmes et des enfants sont les victimes innocentes de l'injustice, de la répartition des richesses en faveur des plus riches toujours plus riches, que chaque jour des innocents sont victimes des pillages par quelques-uns des richesses naturelles de la planète, que chaque jour des innocents sont victimes de guerres de pouvoir ou d'intérêts, que chaque jour des hommes, des femmes et des enfants paient le prix fort pour la seule faute d'être nés au mauvais

endroit. Aucun citoyen, aucune citoyenne, aucun religieux, aucun « chef » d'État pour rendre hommage au courage de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants qui fuient les bombes, la pauvreté, la maladie, la famine, les menaces religieuses ou patriarcales... aucune mobilisation pour combattre ces injustices, ces crimes contre l'Humanité !

Pour une majorité qui mange chaque jour à

suffisance, la vie continue en 2018 comme les années précédentes. Il est même possible de prolonger le deuil national à la perte du grand homme en achetant une statuette en résine pour 200 euros, soit près de la moitié d'un RSA ; des villes lui donnent des rues et des avenues ; pour ne pas être en reste, le maire interpelle le président de la métropole pour baptiser le Zénith de Nancy Johnny-Hallyday... pour l'éternité !

Si on a le droit d'aimer un artiste comme un frère, n'a-t-on pas le devoir d'aimer nos frères menacés ?

Le temps passe. Déjà il faut penser aux prochains départs d'autres « bêtes » de scène, comme Michel Sardou ou Mireille Mathieu. Pour accompagner le cortège qui ne manquera pas de descendre les Champs-Élysées, je propose que le public entonne l'air de *La Marseillaise* sur les paroles d'un ami disparu :

Bê, Bê, Bê, Bê, Bê, Bêêêê... Bê, Bê... Bê, Bê, Bê, Bê, Bê, Bê, Bêêêê...

Léon De Ryel **R**



Fake news, vraie tromperie

C'est bien connu, on ne prête qu'au Président des riches. Lors de la campagne électorale, Emmanuel Macron suscita rumeurs et phantasmes – mais, *Résister !* ne s'abaissera pas à les remettre au goût du jour. Quoi qu'il en soit, était-ce par rancune ou par vengeance, quelques mois plus tard, lors des vœux à la presse, le président de la République a indiqué qu'il allait s'attaquer aux *fake news* (fausses nouvelles, dans la langue officielle).



Or, le recours à la loi est déjà tout à fait possible. L'article 27 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par l'ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000, stipule que « *la publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique, ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d'une amende de 45 000 euros* ». Que dire de plus ?

La stricte application de cette loi poserait cependant un problème. En effet, elle conduirait à un nombre important de poursuites, particulièrement dans les grands médias établis, et poserait la question centrale de la responsabilité : d'où viennent ces fausses nouvelles ? Qui les a inventées, propagées, promues ? Comment instruire et démontrer les complicités en jeu ? Ce, d'autant que le milieu politique lui-même est à l'origine d'un grand nombre de fausses nouvelles qui viennent compléter, à l'évidence, les fausses promesses de campagne. Aussi, n'hésitera-t-on pas à dire que le nuage radioactif de Tchernobyl s'est arrêté à la frontière, permettant d'écarter tout risque sanitaire. Tel ministre de l'Agriculture n'aura que l'agroécologie à la bouche, alors qu'il continue de défendre les intérêts de l'agro-industrie. Les éditorialistes patentés vanteront le *coming out* social-démocrate de François Hollande, tout en sachant très bien que celui-ci

est épris de libéralisme économique et permet aux entreprises de se goinfrer de ses libéralités. Les macronistes justifieront la politique qui consiste à prendre aux pauvres pour gaver les riches par l'application de la « théorie du ruissellement » – plus les riches sont riches, moins les pauvres sont pauvres... –, ce qu'aucune recherche sérieuse ne peut établir. Macron se présentera comme le héraut de la lutte internationale contre le réchauffement climatique tout en vantant par ailleurs, la sacro-sainte croissance économique... Le mensonge est consubstantiel à la politique. Normal, dans le pays qui a inventé Jeanne d'Arc de toutes pièces et qui l'enseigne aux enfants des écoles. Au passage, rappelons, pour ceux/celles à qui cela aurait échappé, que le Père Noël est un *fake*.

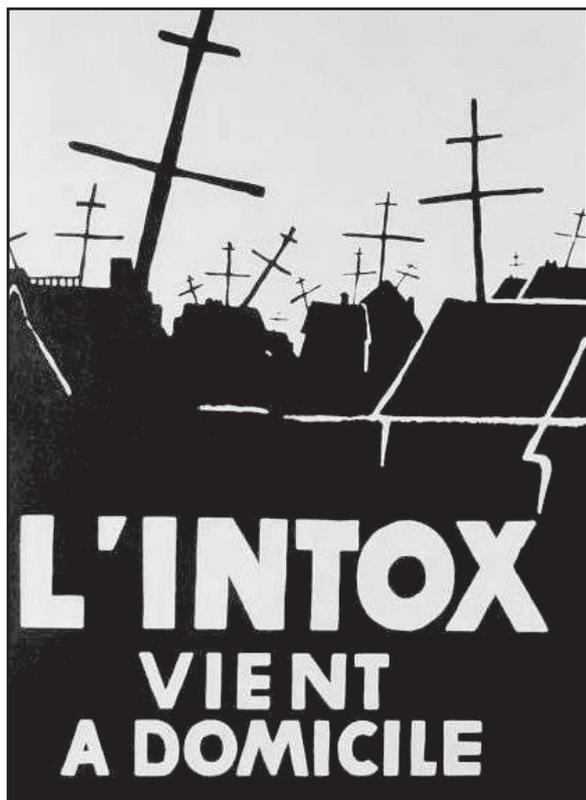
Si les élu-e-s politiques voulaient vraiment chasser les fausses nouvelles du paysage, histoire de cacher leurs turpitudes, leur tâche serait d'autant plus lourde qu'il leur est promptement conseillé de commencer par eux/elles-mêmes.

Avant de lutter contre les *fake news*, il conviendrait de déposer dans l'espace public les faits qui concernent les citoyen-ne-s : événements, les secrets de la politique ; publiés, ces rapports que l'on cache dans le tiroir du bas parce qu'il ne plaît pas en haut lieu ; abandonnées, ces négociations menées secrètement à Bruxelles, dans notre dos, pour notre bien – ben voyons ! ; à pleins poumons, les messes basses ; dans la lumière crue, les ententes un peu trop cordiales, les coteries du CAC 40, l'ingrédient mystère, les recettes magiques, les tours de passe-passe, les barbouzes cachés derrière les rideaux, l'argent volatil, les passe-droits, les favorisés, les coquins et les copains, les archives non déclassées... Tout ce qui est politique, tout ce qui concerne la vie publique, l'économie, les institutions, les enjeux, les décisions... doit être public, disponible, reproductible, débattu, sourcé, délibéré. Vive la vérité toute nue !

Dans une société sans secrets pour les citoyen-ne-s qui la composent, le plus vieux média du monde – la rumeur – n'a plus de prise.

La lutte contre les fausses nouvelles ne peut relever de la puissance publique, elle-même trop intéressée par le sujet, à la fois juge et partie. Il est aisé de constater que les affaires aboutissent rarement à des condamnations qui seraient pourtant légitimes, dès lors que les faits délictuels ou criminels ont été démontrés par les limiers de la presse. Dans le même ordre d'idée, il est illusoire de penser qu'un

juge – fût-il des référés – puisse prendre en charge de tels sujets. La justice est pauvre. Elle est en dehors du coup. Elle ne dispose pas de moyens d'appréciation de l'information suffisants – en tout cas, pas plus que Monsieur ou Madame Toulemonde, quand ils sont en audience publique au café du commerce. Empêtrés dans leurs dossiers et dans des procédures alambiquées, les juges sont impuissants à régler le sort des justiciables. Quant à la perspective de comparutions immédiates, on n'ose imaginer ce qu'il en serait si les délits de propagation de fausses nouvelles étaient jugés de manière expéditive par cette justice à hauteur de caniveau...



Plutôt que la loi, il conviendrait de développer l'esprit critique, la conscience politique et la responsabilité des citoyen-ne-s, dès l'école et tout au long de l'existence. Faits, circonstances, déclarations, stratégies, projets : il existe une pluralité de moyens pour les établir, les documenter, point par point, selon une approche toute cartésienne ; pour les sourcer, les discuter, en hiérarchiser les éléments, en rechercher les causes, en permettre une compréhension et une analyse, en déceler les conséquences prévisibles ; pour les diffuser au plus grand nombre, de façon adaptée, transparente, sûre ; pour donner accès aux pièces du dossier et autoriser la contradiction, la contre-enquête, la critique, le débat, etc. Entre les méthodes pédagogiques, celles de la recherche et celles du journalisme, de multiples moyens existent pour tendre vers l'objectivation des informations.

Sur ce sujet, les grands médias ont failli. Leur modèle

économique est devenu précaire parce qu'ils se sont compromis et parce que les journalistes qui y travaillent se sont écartés des idéaux qui fondent leur profession. Ils perdent progressivement leur audience, y compris la télévision, en raison du phénomène de délinéarisation des contenus – le public ne suit plus le *continuum* des émissions, du matin au soir, mais choisit les *replays* pour ne voir que les émissions qui l'intéressent. Fort heureusement, l'arrivée de nouveaux médias et le lancement de supports originaux apportent une dynamique inattendue à l'information du public.

Nous avons besoin d'une presse libre, pluraliste, indépendante des puissances d'argent, et de journalistes honnêtes et intellectuellement rigoureux/euses, formé-e-s aux différentes techniques de ce métier. Rien de plus. Nous défendons aussi l'idée que l'information n'est pas l'apanage de quelques-un-e-s au prétexte qu'ils/elles disposent d'une carte de presse. Les moyens numériques de communication, y compris les réseaux sociaux, permettent, de fait, à tout un chacun-e de prendre part à l'information de tou-te-s, pour le bien de tou-te-s. Quand l'article 1^{er} de la loi de 1881 énonce que « *l'imprimerie et la librairie sont libres* », cela ne concernait finalement, à l'époque et jusqu'à il y a peu, que les professionnels de la profession, à l'exclusion de tous les autres. Cette période est désormais révolue.

Mais, le formidable espace de liberté désormais permis gêne les pouvoirs institués. Chaque citoyen-ne peut enquêter sur le monde qui l'environne, remettre en cause l'ordre des choses, critiquer foncièrement les évidences dites béatement par les médiocrates, s'en prendre au personnel politique, censé être à son service, exiger sinon la vérité du moins des explications et revendiquer un rôle. Il n'y a jamais eu autant d'acteurs/actrices intervenant dans le champ médiatique, s'étant autodésignés pour le faire, armés de beaucoup de bonne volonté, de temps et de patience, pour approcher le monde à leur aune ou pour défendre les idées et projets de leur choix. Tout n'est pas bon, vrai, juste et beau sur les réseaux sociaux. Certes. Mais cette critique vaut pour la grande presse, ainsi que pour le monde politique et la justice.

Macron a une vision désinhibée de l'économie libérale : rien ne doit plus s'opposer à l'initiative, à la performance, à la compétition et à l'enrichissement, même au prix de l'emprise des riches sur les pauvres. En revanche, le peigne-cul a les idées moins larges concernant l'information, surtout quand elle ne lui convient pas. En imposant une baisse drastique de budget à l'audiovisuel public, il exerce sur celui-ci un chantage au macronisme – il n'y a qu'à voir comment France Inter est devenue Radio Macron. Les propriétaires des grands médias écrits, parlés et télévisés sont dans à la main de groupes militaro-industriels dépendants de la commande publique et des

aides à la presse, vivant dans l'obédience du pouvoir central, nonobstant les liens amicaux que les cadeaux fiscaux et sociaux entretiennent. L'information est donc bien gardée, grâce à la docilité des chien-ne-s de garde du libéralisme. Alors, pour Macron, il ne reste plus qu'à contrôler l'information diffusée çà et là à travers les réseaux sociaux... et le tour sera joué.



Ces espaces semi-privés sont fortement symptomatiques des nouvelles socialités et, en même temps, ils servent à charrier toutes sortes de nouvelles, parfois vraies, parfois fausses, plus ou moins intéressantes, plus ou moins ragoûtantes, tels des égouts à ciel ouvert. S'il n'y avait pas un algorithme tout-puissant pour déterminer les messages que chacun-e reçoit sur son fil d'information, le plus souvent en corrélation avec ce qu'il/elle a consulté, commenté, partagé, aimé, acheté, etc., on pourrait vanter les incroyables possibilités quasiment offertes par les réseaux sociaux – la contrepartie étant les messages publicitaires prétendument ciblés. Évidemment, ces réseaux servent de défouloir. Les cours d'école, les cénacles, les meetings politiques, les repas de famille sont autant de lieux où l'on discute ou débat, où l'on refait le monde en mots, jusqu'à s'étriper si nécessaire, quand les arguments sont trop courts. Pourquoi en irait-il autrement sur les réseaux sociaux ? La mauvaise foi en est la religion. Les débats virent vite au pugilat, les noms d'oiseaux volent bas, les invectives vous clouent au sol, sans autre forme de procès.

Et alors ? Chacun-e y prend position, tel qu'il est, avec ses connaissances – pas toujours actualisées –, son expérience et sa sensibilité, ses lacunes, dont il n'a pas forcément conscience, sa bienveillance, parfois feinte, et ses révoltes en robe de chambre, ses indignations qui ne

changeront rien au train où vont les choses ou ses traits poétiques qui embelliront peut-être, une seconde, la vie de ses congénères. L'humeur peut-être changeante, comme la couleur du ciel. L'humour y élit domicile. C'est ainsi que les réseaux sociaux permettent toutes sortes d'excès, à condition toutefois d'éviter la publication d'images que la morale bourgeoise réproouve. Comme dans la vraie vie, quoi.

En pointant du doigt les *fake news* qui font la buse sur les réseaux sociopathes, Macron entend donner en creux un brevet d'objectivité aux médias classiques.

Mais, est-il nécessaire de réglementer un espace qui relève de la stricte liberté d'expression, sous le contrôle approximatif et intéressé du Grand Algorithme ? Faut-il aller y professer le vrai et y dénoncer le faux ? Quel est cet évangile dont la loi et le juge devraient se faire les apôtres ? Jusqu'où peut-on exiger de quelqu'un-e qu'il pense autre chose que ce qu'il pense et publie sur les réseaux sociaux ? À quel procès chinois, à quel lavement de cerveau, à quelle autocritique devront se livrer ceux/celles qui ont fauté ?

Dans le domaine de l'information, la question du vrai est centrale. En tant que citoyen-ne-s, si tant est que notre opinion soit prise en compte, nous avons besoin d'établir nos points de vue, nos positions, nos engagements, nos choix sur des faits tangibles, sourcés et vérifiés. Tant nous aspirons à connaître le monde, dans ses moindres recoins, environnementaux, culturels et sociétaux, économiques et sociaux, scientifiques et politiques, nous exigeons des précisions sur les faits et gestes de ceux/celles qui prétendent à sa direction – pour le profit de qui ? –, nous rêvons d'une grande communauté où tou-te-s se parleraient et délibéreraient sur toutes les questions qui les concernent, de façon autonome, transparente et démocratique, pour le bien commun, bref, nous ressentons la nécessité impérieuse de pouvoir nous informer. Il revient donc aux citoyen-ne-s d'effectuer le travail indispensable pour trier le bon grain de l'ivraie, dans quelque média que ce soit, et certainement pas d'attendre les pouvoirs, intéressés, complices et connivents, qu'ils nous disent ce qu'il faut minimiser, ignorer, rejeter ou contredire, etc., et, au contraire, ce qu'il faut lire, voir, écouter, comprendre et penser.

Macron veut anéantir tout ce qui fait obstacle aux affaires. Pour lui, il convient désormais de promouvoir une forme de puritanisme de l'information, qui dirait, avec les grands médias de la pensée unique, que rien dans la société ne s'oppose plus au parachèvement de cette grande œuvre : l'accaparement du monde et l'aliénation des petites gens par une poignée de bourgeois cupides.

GrosGnon n'aime pas l'éducation nationale

Blanquer pour l'écriture exclusive.

Un ensemble d'enseignantes et enseignants réclamait que la règle qui veut que le masculin l'emporte sur le féminin soit remise en cause au profit de l'accord de proximité et que l'écriture inclusive, qu'elle soit marquée par des points médians ou par des parenthèses, soit plus largement utilisée. Blanquer vient de siffler la fin de la récré : il ne veut pas de ça dans l'école de la République, seule, unique et indivisible.

D'abord, il trouve que c'est laid, argument massue dans notre époque où la beauté est devenue l'alpha et l'oméga, ou l'a.b.c., de l'estime sociale ; mais on peut se demander si cela ne devrait pas s'appliquer aussi au ministre de l'Éducation, par exemple. Ensuite, cela abîmerait notre belle langue, comme si la novlangue de nos politiques ne l'avait pas défigurée depuis bien longtemps.

Cet argument est, en passant, celui de l'institution qu'il considère

comme la gardienne absolue de la correction linguistique, l'Académie française, dont l'un des

membres a, il y a quelque temps, fait preuve d'un féminisme exacerbé : rappelez-vous le fameux « *pauvre conne !* ». Mais Blanquer, quant à lui, n'est pas du tout opposé au féminisme, bien au contraire il « *considère que la question de l'égalité homme – femme est une question cruciale, fondamentale à notre époque et que c'est dommage de la dévoyer vers ces sujets-là, qui sont pas les vrais sujets du féminisme. [...] Je prends le féminisme au sérieux. Je me considère comme féministe.* » La preuve ? « *La France a comme emblème une femme, Marianne, l'un de ses plus beaux mots est féminin, la République.* » Les chiennes de garde et autres Femen excitées peuvent aller se rhabiller. « *Il y a une seule langue française, une seule grammaire, une seule République* », et un seul chef, un homme, un vrai, Blanquer...

Blanquer défend le racisme d'État.

Sud Éducation 93 organisait à la fin de l'automne un stage syndical sur l'état de l'antiracisme à l'école. Lors de ce stage étaient prévus deux ateliers « non-mixtes » où pourraient échanger les personnes victimes de racisme. Des rumeurs colportées par l'extrême droite ont présenté ce stage et en

« Tous les ânes ne s'appellent pas Jean-Michel. »
Proverbe blanquette.

particulier ces ateliers « non-mixtes » comme étant « racistes ». Blanquer a, le 21 novembre, vilipendé Sud Éducation 93 devant l'Assemblée nationale, considérant ce stage comme inadmissible et demandant à la Fédération Sud Éducation de s'en désolidariser. Derrière tout cela, la négation du racisme latent de notre bonne Éducation nationale.

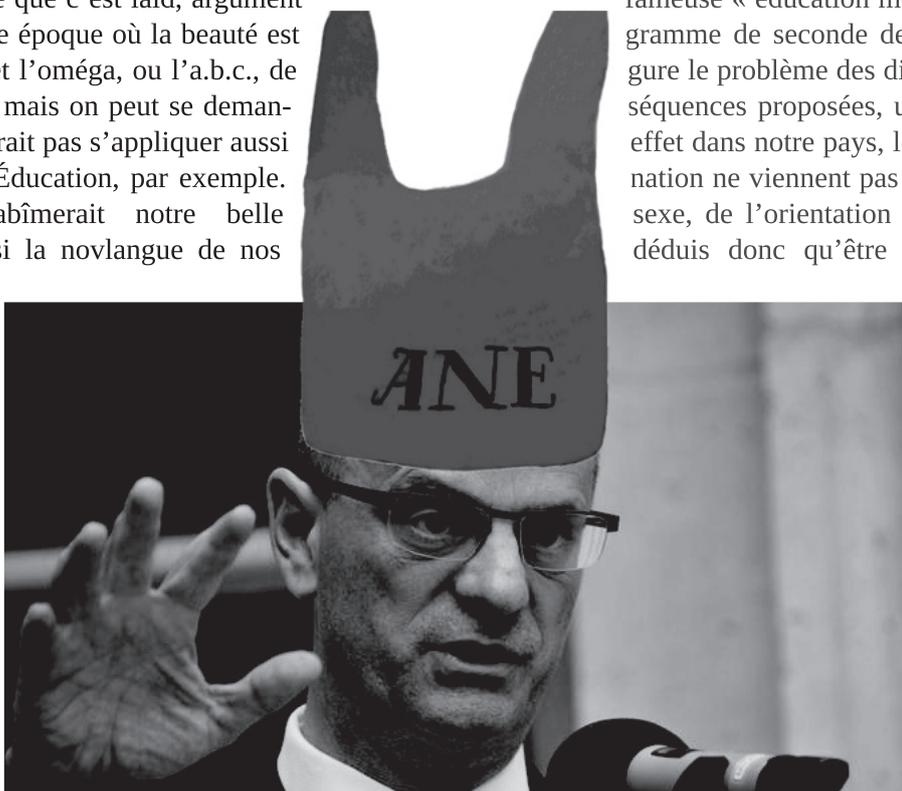
Un exemple, parmi d'autres. Le site Éduscol propose des éléments pédagogiques pour diverses disciplines, dont la fameuse « éducation morale et civique ». Dans le programme de seconde de ce catéchisme républicain figure le problème des discriminations. Sur huit ou neuf séquences proposées, une seule traite du racisme. En effet dans notre pays, les vrais problèmes de discrimination ne viennent pas de la couleur de peau, mais du sexe, de l'orientation sexuelle ou du handicap. J'en déduis donc qu'être Maghrébin ou noir, métèque

quoi, n'est pas un vrai handicap dans notre société. Par contre, être une femme ou être homo, ça, c'est du problématique, du lourd. Je ne dis rien des Maghrébines et des noires, qui sans doute possible ne doivent leur éventuelle discrimination qu'à leur sexe. Je ne nie pas les difficultés que l'on peut rencontrer du fait d'être femme, gay, lesbienne ou trans, mais je reste persuadé qu'être beur ou black n'est pas plus facile, loin de là. Il

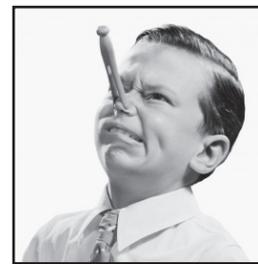
est bien plus confortable et consensuel d'interroger la discrimination sous l'angle du sexe ou de l'orientation sexuelle que de la couleur de peau ou de l'origine.

L'Éducation nationale aime les dyslexiques.

Depuis quelque temps, les dyslexiques se répandent dans les lycées. Pour compenser leur handicap (et donc ne pas faire de discrimination), ils se voient offrir un tiers-temps supplémentaire lors des examens. Certains parents bien renseignés, vont donc voir médecins et orthophonistes, font déclarer leurs enfants dyslexiques (alors même que la différence avec leur voisin de classe non dyslexique n'est pas décelable) et font profiter leurs rejetons du tiers-temps qui permettra à ces derniers d'obtenir plus facilement des résultats plus qu'acceptables. En fait, la seule différence entre une partie de ces dyslexiques et leur voisin de classe est qu'ils n'appartiennent pas à la même classe – sociale, j'entends. La dyslexie est en train de devenir un signe distinctif des classes sociales dominantes, de même que le manque d'articulation du petit doigt est signe de noblesse...



Relents d'égouts



Rubrique consacrée à l'actualité des conspis, des confus et d'autres cons... faisant, directement ou indirectement, le jeu de l'extrême droite.

Épisode n° 6 : Complotistes, anti-complotistes, anti-anti-complotistes...

Selon la presse nationale et les grandes chaînes de télévision, un sondage publié début janvier 2018 indique que près de 80 % de la population française adhérerait à une ou plusieurs théories du complot. Des *chemtrails* au projet occulte d'un gouvernement mondial en passant par les hypothèses alternatives sur les attentats du 11 septembre 2001, on sait que les rumeurs vont bon train et qu'elles alimentent les pires fantasmes conspirationnistes... pour la plus grande joie des extrêmes droites.

Pour autant, quand on voit que cette étude a été commandée par la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste, et que les médias possédés par les grands groupes financiers la relaient abondamment, cela a de quoi rendre méfiant. Tandis qu'elle était jusqu'à il y a quelques années presque exclusivement conduite par des groupes fortement engagés contre l'extrême droite, généralement anticapitalistes et libertaires, la lutte contre les théories du complot est aujourd'hui devenue totalement *mainstream*. Ce qui encourage certain.es à dénoncer un complot des anticomplotistes, suspectant que le complotisme ne serait que le fruit de l'imagination de politiciens et de journalistes à la solde du grand capital. Si seulement...

Pour en revenir à l'enquête, comme le montre un article d'Arrêt sur Images, les plateaux télé en ont offert « une présentation dramatisante » avec l'exagération de certains chiffres et la transformation de certaines questions. L'étude en elle-même pose par ailleurs de nombreux problèmes. À commencer par le fait qu'elle ne laisse pas la possibilité aux sondé.es de répondre « *ne se prononce pas* », même quand ils et elles ignoraient jusque-là les thèses qu'on leur soumettait pour avis. De plus, l'enquête mélange ce qu'elle appelle des « *théories complotistes* » de niveaux très différents, depuis l'idée que « *Le virus du sida a été créé en laboratoire et testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde* », ou celle suivant laquelle « *Il existe un projet secret appelé le "Nouvel*

Ordre Mondial » et consistant à mettre en place une dictature oligarchique planétaire », qui sont de vraies thèses conspirationnistes, avec d'autres comme l'idée que « *Le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins* ». Si cette dernière est discutable, elle ne se situe pas sur le même plan. Thèse du sondage qui cumule le plus d'opinions favorables (55 % de personnes tout à fait d'accord ou plutôt d'accord), elle rencontre une adhésion alimentée par les scandales sanitaires et révélations de lobbying des laboratoires pharmaceutiques, jusqu'à la position ambiguë de la ministre de la Santé sur la question.

Il y a donc des questions de différents ordres, et les médias les plus institutionnels ont beau jeu de tout mélanger pour dénoncer le complotisme populaire, on aurait cependant tort de s'arrêter là (cf. « Relents d'égouts » #4, *Résister !* #50, juillet 2017).

Certaines réactions de rejet de la critique dominante du conspirationnisme conduisent à une position anti-anticomplotiste... qui n'est pas sans rappeler la position « anti-antifa » dont se réclament des militants de l'extrême droite radicale : sous couvert de dénoncer « le système », les démocrates bourgeois et les médias aux ordres toujours prompts à rejeter l'extrême droite à la veille d'une élection (pas dans leur ligne éditoriale ni parmi leurs invité.es, mais c'est une autre affaire), on assimile la lutte antifasciste à la défense du système, et la lutte « antisystème » à la lutte anti-antifasciste.

Le conspirationnisme n'est pas un faux problème fabriqué par les médias. C'est bien une idéologie qui se développe, et ce de façon notable en France¹ depuis les attentats du 11 septembre 2001. Internet a certainement facilité sa propagation, offrant à de multiples individus et groupes la possibilité de diffuser leurs propres « informations » et analyses, et de contourner les médias institutionnels privés ou publics comme la presse militante. Il y a certes une forte responsabilité des politiciens et des médias

dans le rejet grandissant que leurs discours inspirent depuis deux décennies... mais après ? On ne peut pas plus botter en touche ici que face à la montée des idées racistes, identitaires et sécuritaires, dont les mêmes sont également responsables.

La désaffection vis-à-vis des institutions peut être révolutionnaire mais elle peut aussi bien être parfaitement réactionnaire. Quand la critique adressée aux journalistes ou aux scientifiques² conduit au scepticisme généralisé, quand on pratique le soupçon systématique en se demandant, face à chaque information, d'où son auteur parle, on en vient à ne tolérer de parole qu'en provenance

secret » pour opérer en toute transparence, ni que la diplomatie et les intérêts sonnants et trébuchants sont étrangers à leurs orientations. Que les uns et les autres tentent d'intervenir dans les conflits, qu'ils appuient tel ou tel camp, c'est de notoriété publique. Ce qui est désarmant, c'est de considérer que les choses s'arrêtent là. C'est de voir, comme les conspirationnistes l'ont fait, derrière les soulèvements populaires du monde arabe en 2011, la main de la CIA ou d'Israël. C'est de réduire les hommes et les femmes qui entrent en lutte à des troupes manipulées par ceux qui tentent de faire avancer leurs intérêts, c'est de condamner ces luttes



d'auteurs de son bord, à s'entourer de gourous et à tourner en vase clos. La saine critique se transforme alors en son contraire : de la recherche de la vérité, on passe au relativisme (« chacun sa vérité »), à la « post-vérité » et aux faits alternatifs comme Trump et Cie. Cet état d'esprit *X-Files* ou *Matrix* est amusant avec la science-fiction, mais il l'est beaucoup moins quand il se prend au sérieux. L'idée de la conspiration d'une élite contre la population n'est pas seulement désarmante de bêtise. Elle est politiquement désarmante quand elle conduit à considérer que les peuples ne peuvent être que des marionnettes au profit de clans parmi les puissants. Il ne s'agit évidemment pas d'être naïf et de croire que les États entretiennent des « services

à l'échec alors que rien n'est joué. C'est d'enjoindre à soutenir le bon clan parmi les puissants, sous le motif que les peuples ne seraient capables de rien. Voilà pourquoi sur le fond, l'extrême droite se nourrit de la montée du conspirationnisme depuis deux décennies. À l'initiative collective et émancipatrice, le conspirationnisme oppose une vision prétendument lucide, au fond très opaque et défaitiste, où les peuples doivent se mettre au service de bons dirigeants pour espérer déjouer d'autres dirigeants. Le complotisme est bien un poison, et quoi qu'en disent les médias dominants, nous n'avons aucune raison de cesser de le combattre.

Raph **R**

1. L'enquête de la Fondation Jean-Jaurès offre d'ailleurs des données intéressantes à ce sujet, notamment sur les tranches d'âges : les gens qui se sont politisés à partir de 2001 restent globalement plus favorables aux thèses complotistes.

2. L'enquête révèle ainsi une adhésion minoritaire mais non négligeable à la possibilité que la Terre soit plate (9 % tout à fait ou plutôt d'accord).

Goguette

Il paraît qu'elle revient à la mode, on ne s'en plaindra pas.

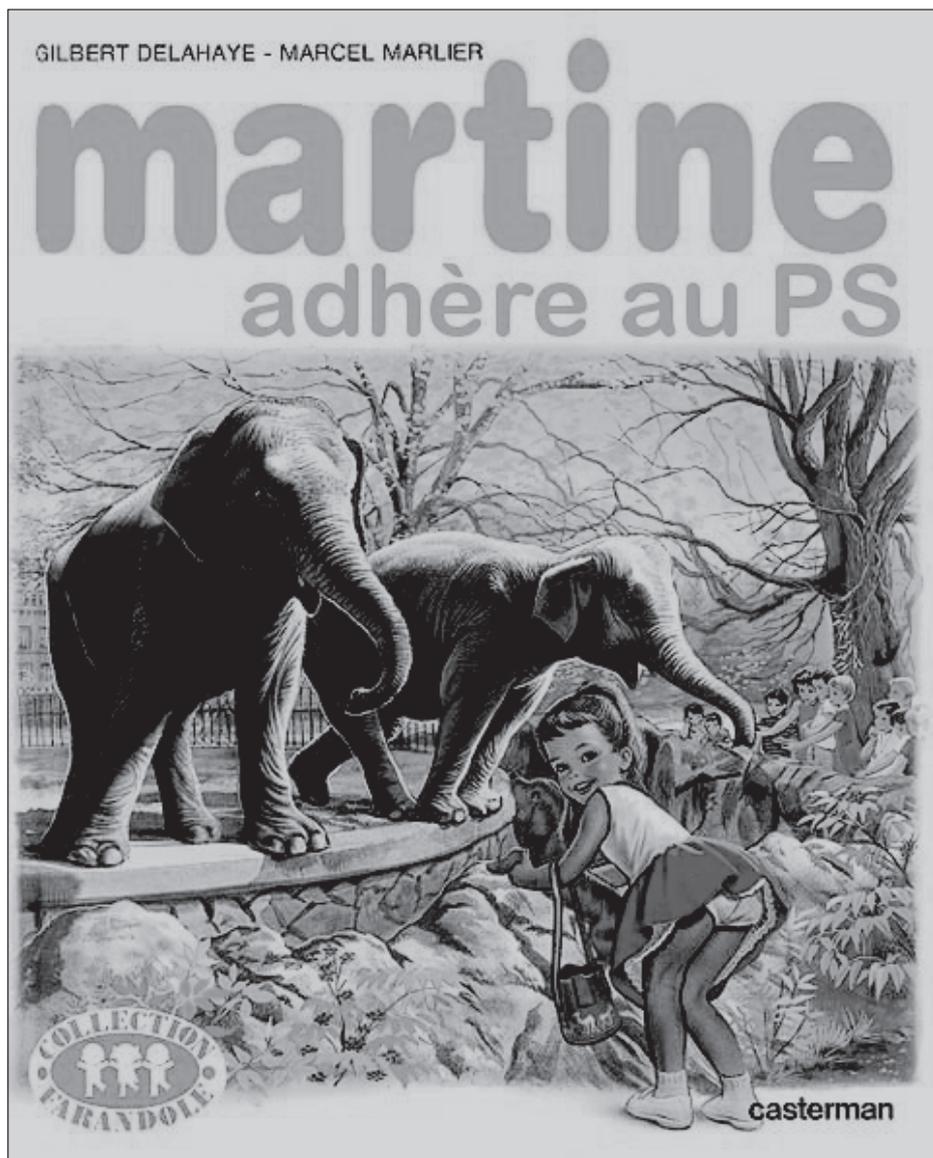
La goguette est un numéro de music-hall qui consiste à prendre une chanson connue, à en conserver l'air et à en changer les paroles.

Au tournant du XXe siècle, la goguette a connu une grande vogue parmi les chansonniers.

Et puis ça s'est un peu étiolé. C'est que la goguette nécessite de l'esprit et d'avoir quelque chose à dire.

Il se raconte que Johnny Hallyday, malgré des heures de travail, n'avait pas réussi à en comprendre le concept. Quant à France Gall et Jean d'Ormesson, une rumeur insistante affirme qu'ils ont failli s'y essayer de concert, mais des études de marché ayant estimé que la chose était peu rentable, ils avaient renoncé...

Voici donc une goguette, elle se chante sur l'air des Anarchistes de Léo Ferré. L'auteur est inconnu ou disons plutôt que Benjamin Auguste n'aime pas la publicité.



Ils sont qu'à six pour cent,
Et pourtant ils insistent
La plupart enseignants
Mais allez savoir de quoi ?
C'est pour ça qu'à l'école,
On ne les comprend pas,
Les socialistes.

Ils ont renié si fort,
Qu'ils peuvent régner encore
Déchu la nationalité,
Il faut pas l'oublier
Et tes indemnités
Ils les ont liquidées

Pauv'Jaurés tu n'as plus
Que tes yeux pour pleurer
Ils sont qu'à six pour cent,
et pourtant ils insistent,
Les socialistes

Au conseil général,
Au conseil régional,
À la maire de Lyon
Du p'tit père Collomb
Passant par l'Intérieur
Jusqu'au bout du croupion
Ils savent nous entuber
D'en bas jusqu'au trognon

Hamon sur son bateau,
Hollande en pédalo
Valls au fond des eaux,
Cambadélis qui glisse
Et Rocard hors du temps
Dans son caveau tout noir
Signent en bas le bilan
Des années Mitterrand.

Y en a pas un de plus chiant
Et pourtant il insiste,
Le socialiste !

Fin 2017, la Meurthe-et-Moselle a eu l'honneur d'accueillir un nouveau préfet.

Chacun.e s'en réjouit.

Représentant de l'État dans le département, nul ne doute qu'il aura à cœur d'occuper ses fonctions avec dévouement et bienveillance, dans la grande tradition préfectorale.

Résister! a des lecteurs un peu partout et à Varangéville en particulier. Et c'est de Varangéville que nous est parvenu le fac-similé de ce document signé d'un ancien préfet de Meurthe-et-Moselle.

Le document parle de lui-même.

Ajoutons simplement que le préfet Schmitt est resté en fonction après la Libération.

Ah ! La continuité du sévice public : une grande tradition française !

NANCY. le 9 octobre 1941.

Mlle
Préfet

Le Préfet de Meurthe et Moselle

à Messieurs les Sous-Préfets,
les Maires du département
toute la Police
Le Capitaine, Commandant la
Compagnie de Gendarmerie de
Moselle et Mlle à Nancy,

OBJET - Relations avec les autorités occupantes.

Les autorités occupantes demandent parfois aux Directeurs d'usines, aux Commissaires de Police ou aux Maires, des listes de communistes.

Or, il arrive fréquemment que ces listes sont inexactes, parce qu'elles ont été établies après l'exode. Il est arrivé souvent qu'en ait confondu des syndicalistes ou des socialistes avec des communistes.

Afin d'éviter de tels errements, j'ai décidé que, dorénavant, les listes de communistes devront être centralisées à la Sous-Préfecture (à la Préfecture pour l'arrondissement de Nancy) qui les transmettra ensuite, sous forme d'un état récapitulatif annoté, à la Préfecture qui se chargera de les communiquer aux autorités allemandes compétentes.

J'appelle votre attention sur ces prescriptions que vous voudrez bien, porter à la connaissance des directeurs d'usines ou chefs d'établissements industriels qu'elle peuvent intéresser.

Le Préfet,
Jean SCHMITT

Pour copie conforme.
Varangéville le 13 octobre 1941.
Le Maire,



Cercles de silence

Nancy
samedi 27 janvier
Place Stanislas
à 15 h

Pont à Mousson
samedi 10 février
Place Duroc
à 10 h 30

La Courtine 1917

A la MJC Lillebonne, l'Association « La Courtine 1917 » et le Centre Pouchkine de Nancy proposent :

- mardi 16 janvier : Projection du film « 20.000 moujiks sans importance »
- du mardi 16 au samedi 20 : Exposition « 1915-1920, le corps expéditionnaire russe en France »

20000 soldats russes envoyés combattre sur le front de Champagne par le tsar en échanges de matériel de guerre, révoltés contre leur situation, internés dans la Creuse au camp de La Courtine, mutinés, massacrés au canon, déportés en Algérie pour les survivants.

prochain numéro : Résister! #54
resister@nancy-luttes.net

Comité de rédaction : 19/02/2018 - Date limite d'envoi des articles : 18/02/2018

Points de dépôt :

- * Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy
- * CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy
- * Tabac Merlin - 58, rue Isabey - Nancy
- * Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy

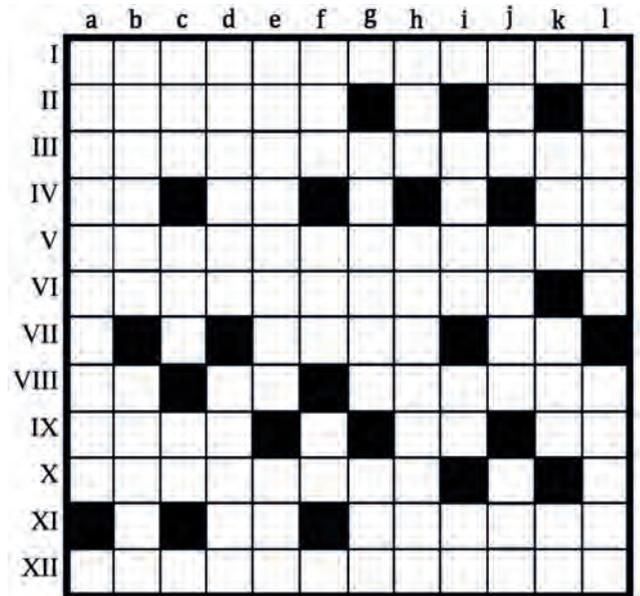
Les Mots croisés de JLM

Horizontalement

- I - Fumiers de campagne.
- II - Gène de première classe.
- III - Vieille tolérance française.
- IV - Avec la queue et la tête, c'est n'importe quoi. Petit trésor. Un des organes de Gluckstein.
- V - Ils favorisent la mise en place.
- VI - L'Impartial du Nord c'était un peu lui.
- VII - Batoïde renversé. Conservateurs.
- VIII - Particule des nobles japonais. Personnel. Il faut regarder en arrière pour les trouver.
- IX - Libérateur du chien. Premier cardinal. C'est de la balle dans le sud.
- X - Vieille injure.
- XI - Base de messe pour Schubert. Pas toujours francs.
- XII - Montserrat l'est certainement pour les « banquiers ».

Verticalement

- a - Îles aux trésors.
- b - Enigmatique parricide. Rêve de pasteur.
- c - Sans aspérité. Cartes. Mauvaise note.
- d - A sa carte. Mise en scène de la vie conjugale romaine.
- e - Passée à la couche. Futur programme.
- f - Crie en sous-bois. Boîte à blé. « Travaille » pour la cause.
- g - Bêtes à cornes. Souvent victime de pressions pas très saines.
- h - École de campagne. Imitai la farlouse.
- i - Faites votre Fillon en campagne, pur ne citer que lui. Ordinal. Cette chose.
- j - Grand unificateur de l'Alsace et de la Lorraine. Ancienne eau belge. Macron à l'Élisée... ou à Chambord ?!
- k - Cocotte minute. On y danse, on y danse. Dépouillé.
- l - Désaccord. Donne de fausses espérances en un sens.



Petites histoires de mots croisés. . .

Pour toutes celles et ceux qui continuent à être branchés par les colonnes, tandis que d'autres préfèrent faire rimer bonhomie avec sodoku, et que je ne dirais pas qu'aucun n'est jamais assez fort pour ce calcul, même si c'est souvent l'échec avec les maths, c'est bien de mots dont il s'agit ici... Histoire d'avoir la verve joyeuse, alors que les ventes sont fastes pour Noël. Avant les mots croisés, il existait dans la presse toutes sortes de jeux de mots. Un exemple avec ces mots carrés trouvés dans l'hebdomadaire Pêle-Mêle du 12 octobre 1895. Heureux courage à tous, bons cruciverbistes !

Jean-Luc

DEVINETTES

MOT EN CARRÉ

.

.

.

.

.

.

.

.

Vitellius y vainquit Othon en l'an 69. Petitfils de Guillaume le Conquérant. Pierre précieuse. Auteur de l'Education des femmes. Anagramme de nasille. Ouvrage qui rapporte les événements année par année. Se compose de deux mots. Le premier un adjectif démonstratif, le deuxième un pronom personnel.

Solutions du numéro pénultième

- Horizontalement** : 1 - ECCLESIASTES 2 - NICOLASHULOT 3 - FLIC - POU - ENE 4 - OS - ARE - ROM 5 - ALE - PINCEE 6 - INDIGNE - UE 7 - SEES - OUT - NDT 8 - SURAPPRIT - OY 9 - ES - TRUMP 10 - UTILITARISTE 11 - ROLES - REA - OE 12 - SN - SOLARIUMS
- Verticalement** : a - ENFOUISSEURS b - CILS - NEUSTON c - CCI - ADER - IL d - LOCALISABLES e - EL - REG - ISO f - SAPE - NOPAT g - ISO - PEUR - ARA h - AHURI - TITRER i - SU - ONU - TRIAI j - TLEMCEN - US k - EON - DOMTOM l - STEREOTYPES